

## **Visite du Projet:**

# **Aide aux communautés paysannes au Brésil par le renforcement des pratiques agro-écologiques / 29.20.2025 - 05.11.2025**

## **1. Contexte politique, économique et social**

Le Brésil reste profondément marqué par une inégalité extrême dans la distribution des terres. Selon l'Institut géographique et statistique, 1 % des propriétaires détiennent plus de 50 % des terres cultivables. Cette concentration foncière n'est pas seulement un déséquilibre économique : elle constitue également un puissant instrument politique. En effet, près de 60 % des députés et sénateurs représentent aujourd'hui les intérêts directs de l'agro-industrie - qu'il s'agisse du soja, de la canne à sucre ou de l'élevage industriel.

Bien que la réforme agraire figure régulièrement parmi les priorités annoncées par différents gouvernements, sa mise en œuvre se heurte à la force économique et institutionnelle du secteur agro-industriel, qui domine largement le Parlement et oriente les décisions législatives. À cela s'ajoutent des processus administratifs lourds, un manque de ressources et des résistances locales, qui ralentissent encore l'application des politiques publiques. Ainsi, la réforme agraire demeure plus souvent un objectif politique qu'une réalité concrète pour les familles rurales, toujours confrontées à l'exclusion foncière et à une profonde insécurité économique.

Dans ce contexte, les familles paysannes, mais aussi les communautés indigènes et quilombolas (descendants d'esclaves), restent structurellement marginalisées. La terre demeure pour elles le symbole d'une exclusion historique, et les politiques de redistribution se heurtent à de multiples entraves. Même si le gouvernement actuel affiche une plus grande sensibilité envers les communautés rurales, l'emprise de l'agro-industrie continue de dicter les priorités économiques et législatives, limitant la portée des réformes.



La monoculture de la canne à sucre illustre parfaitement cette tension. Dans les zones rurales du Pernambouc, elle occupe des étendues immenses, souvent au détriment de la biodiversité et des petits producteurs. Les conditions de travail y sont particulièrement éprouvantes : journées de douze heures, rémunération à la tonne, absence fréquente de contrats formels et exposition continue aux brûlis et aux produits chimiques. Ce modèle entraîne une dégradation massive des écosystèmes, l'appauvrissement des sols et renforce la dépendance économique des travailleurs envers les grandes exploitations.

Face à cette réalité, la CPT (Commission Pastorale de la Terre) et ses partenaires s'efforcent d'inverser cette logique. Leur action vise à diversifier les cultures, restaurer les sols, promouvoir l'autonomie alimentaire et redonner une véritable dignité économique aux familles rurales. Ces initiatives représentent une alternative concrète au modèle agro-industriel dominant, en plaçant au centre la justice sociale, la durabilité écologique et la souveraineté des communautés locales.

## **2. Les communautés visitées**

## **2.1. Communauté Padre Tiago**

La communauté de Padre Tiago regroupe environ 51 familles. L'économie locale repose sur une agriculture vivrière diversifiée : maïs, manioc, haricots, légumes, fruits tropicaux et petites productions transformées (gâteaux, confitures, sirops).

Les familles expérimentent de nouvelles pratiques agricoles et participent à des formations agroécologiques encadrées par la CPT. Cette approche agroécologique vise à respecter les écosystèmes naturels, diversifier les cultures, éliminer ou réduire l'usage de pesticides, préserver les sols et la biodiversité, renforcer l'autonomie des producteurs.

Chaque semaine, les produits sont vendus dans les marchés populaires de la région, ou via d'autres canaux comme Instagram et WhatsApp. Les femmes jouent un rôle central dans la transformation et la commercialisation, ce qui leur permet d'augmenter leurs revenus de 30 à 40 % tout en gagnant une reconnaissance sociale nouvelle.

La communauté participe également à la création d'une coopérative intercommunautaire visant à mutualiser la production, la gestion et la vente des produits. Les statuts sont finalisés, et la reconnaissance légale (CNPJ) est en cours d'obtention. Cette structure constitue une étape clé vers l'autonomie économique.

### **Escuela de la tierra**

Lors de la visite du projet *Escuela de la Tierra*, nous avons découvert une méthode d'agroforesterie inspirée directement du fonctionnement naturel de la forêt. Les responsables ont montré comment les plantes sont cultivées de manière mélangée, chacune ayant une fonction précise selon les besoins du sol : certaines fixent l'azote de l'air, d'autres dépolluent les sols en absorbant des résidus de pesticides. Les agriculteurs expérimentent différentes associations de plantes pour trouver celles qui se complètent le mieux. À titre de comparaison, ils cultivent aussi du maïs seul afin d'observer les différences de croissance.

Entre les plantes, ils déposent une épaisse couche de résidus végétaux servant de couverture (mulch). Cette technique protège le sol de la sécheresse, maintient l'humidité, limite les mauvaises herbes, améliore la fertilité naturelle et réduit considérablement le besoin d'arrosage : il suffit d'irriguer tous les deux jours. Grâce à cette méthode, aucune utilisation de pesticides n'est nécessaire, et le travail quotidien est fortement allégé.



Ils utilisent uniquement des plantes locales, adaptées au climat et au sol, car les variétés extérieures ne survivent pas. Les principes d'agroforesterie appliqués – succession écologique et stratification – permettent de mélanger jusqu'à huit cultures sur une même parcelle.

L'initiative a aussi une dimension pédagogique. Des enfants de différentes communautés viennent y apprendre ces techniques, et des agriculteurs locaux suivent des formations afin de reproduire ces pratiques dans leurs propres jardins. Le responsable a toutefois exprimé son inquiétude : selon lui, dans quinze ans, plus personne ne voudra cultiver la terre, car les jeunes quittent le village pour la ville et ne souhaitent plus rester.

Le projet introduit également de nouvelles cultures dans la région, comme un type de riz «arroz seco» nécessitant très peu d'eau. Certaines variétés de haricots, toxiques pour la consommation, servent quant à elles à nettoyer les sols contaminés par les pesticides.

Enfin, une dimension touristique et économique complète le projet : lors d'événements ou de visites, les femmes de la communauté préparent des produits locaux et vendent aussi artisanat et nourriture, ce qui augmente leurs revenus mensuels. Certaines disent que leur revenu a augmenté d'environ 40% grâce à ces activités. Les produits sont désormais vendus aussi en ligne.



La visite s'est terminée chez une famille d'agriculteurs cultivant trois hectares de cocotiers et de fruits régionaux, illustrant la diversité et le potentiel de ces systèmes agroforestiers.

## **2.2. Communauté Dom Helder**

L'assentamento de Dom Helder est né à la suite de la faillite d'une entreprise qui exploitait autrefois plus de 7 000 hectares. Dans ce cas de figure, l'État rachète les terres abandonnées par de grandes entreprises puis les redistribue à des familles de travailleurs sans terre. Ces familles peuvent alors s'installer durablement et cultiver leurs parcelles pour leur propre subsistance, sans payer de loyer. La propriété du sol reste toutefois publique : les terres appartiennent à l'État, qui en garantit l'usage permanent aux familles.

Ce type d'initiative, tel qu'observé à Dom Helder, s'inscrit dans le programme national de réforme agraire, dont les objectifs sont de renforcer la production locale, de favoriser l'autonomie des familles rurales et d'assurer une utilisation plus équitable des terres. Aujourd'hui, 34 familles vivent dans cet assentamento et cultivent la terre dans un cadre collectif.



Parmi elles, la famille de Daniel, ancien ouvrier agricole formé en technologie rurale. Il a longtemps travaillé dans des exploitations utilisant massivement des pesticides, avant d'entamer un processus de transition écologique.

Grâce à l'accompagnement du programme *Semilla de los Bosques* (« Semences des forêts »), mené avec la Université fédérale rurale de Pernambuco, la CPT (Commission pastorale de la terre) et le MST (Mouvement des Sans Terre), Daniel expérimente aujourd'hui des pratiques agricoles durables.

Sur sa parcelle, il cultive maïs, manioc, haricots, ainsi que des légumes près de sa maison, tout en élevant de petits animaux. Il raconte avec émotion la joie de pouvoir produire lui-même sa

nourriture : tomates, poivrons, oignons, plantes aromatiques... sans produits chimiques. Malgré des difficultés d'accès à l'eau et une productivité plus faible, il considère ce changement comme profondément gratifiant : « C'est un plaisir de travailler près de ma maison, de voir les fruits pousser sans poison. »

Son témoignage illustre à la fois la réussite sociale et humaine du projet de réforme agraire – l'accès à la terre, la dignité retrouvée, la solidarité communautaire – et les défis encore présents, comme la gestion de l'eau et la formation technique pour une agriculture agroécologique durable.

Au cours de la visite, les participants ont abordé l'expérimentation menée autour de la moringa, une plante riche en protéines (environ 32 %), utilisée comme alternative durable à la soja dans l'alimentation animale.

La discussion a souligné que, selon les universités et les industries, le soja est souvent présenté comme plus nutritif (jusqu'à 40 % de protéines), mais que cette vision s'inscrit dans une logique de vente de paquets technologiques et de dépendance au modèle industriel du monoculture.

Les membres de la communauté ont montré qu'il est possible de produire localement une alimentation animale plus saine et plus autonome :

à partir d'un seul arbre de moringa, ils ont obtenu jusqu'à 1 300 à 1 500 semis, ce qui permettrait d'alimenter environ 20 truies mères. La moringa est utilisée pour nourrir les porcs et d'autres animaux, souvent en complément d'autres cultures comme le maïs, le manioc ou la patate douce. Les feuilles, riches en protéines, peuvent être données fraîches ou séchées, selon les besoins. Les éleveurs constatent que les animaux les consomment facilement et que cette alimentation naturelle améliore leur santé.

Cette pratique illustre la volonté des agriculteurs du projet de réforme agraire de réduire la dépendance au soja importé et d'expérimenter des solutions agroécologiques locales plus résilientes face à la sécheresse.

L'approche vise à fermer le cycle agricole : les sous-produits nourrissent les animaux, dont les déchets fertilisent ensuite les cultures.



### **2.3. Communautés Sirigi et Belo Horizonte**

La visite s'est déroulée dans le cadre du **programme "Semilla de los Bosques"**, mis en œuvre par l'Université fédérale rurale de Pernambuco (UFRPE) en partenariat avec la Commission pastorale de la terre (CPT), l'INCRA (Institut national de colonisation et de réforme agraire) et la municipalité d'Alliance.

Ce programme s'inscrit dans le Plan national d'assistance technique et d'extension rurale, soutenu par le ministère de l'Agriculture familiale. Il vise à accompagner les familles issues de la réforme agraire dans la transition agroécologique, à renforcer leur autonomie productive et à favoriser l'organisation communautaire.

### **Objectifs et principes du programme**

Le programme repose sur une vision intégrée de la production agricole.

Inspiré des principes de l'agroécologie, "Semilla de los Bosques" cherche à promouvoir des systèmes de production durables, capables de garantir la souveraineté alimentaire des familles

et la résilience écologique des territoires.

Le concept de ferme-culture (fermicultura) a été présenté comme une approche globale de la ferme familiale, considérée comme un écosystème complet où les cultures, les animaux et les ressources naturelles interagissent harmonieusement.

L'idée est de "fermer le cycle" : produire la nourriture pour les animaux sur la propriété, réutiliser les déchets organiques comme engrais, et éviter toute dépendance aux intrants extérieurs.

Un exemple concret a été donné avec la famille de Daniel, qui élève des porcs nourris avec les sous-produits de son propre potager. Le fumier des animaux sert ensuite à fertiliser les cultures, créant un cercle vertueux d'autonomie et de durabilité.

Ce modèle de production familiale cherche à combiner économie, écologie et dignité sociale.

### **Rôle des institutions et accompagnement technique**

Les intervenants universitaires et les techniciens de la CPT ont expliqué leur rôle d'interface entre les communautés rurales et les institutions publiques.

L'INCRA, organisme national chargé de la réforme agraire, est responsable de la régularisation foncière : il délivre les documents garantissant le droit d'usage des terres par les familles.

La semaine précédant la visite, des agents de l'INCRA étaient venus à Dom Helder pour finaliser la documentation des familles de l'assentamento.

L'université et la CPT travaillent également sur des projets d'infrastructures rurales écologiques, tels que la construction de citernes en ciment destinées à stocker l'eau de pluie. Ces dispositifs, réalisés en travail collectif, assurent la sécurité hydrique des foyers et permettent la production alimentaire même en période de sécheresse.

Les jeunes de la communauté participent activement à ces projets en tant qu'agents de formation locale. Cette démarche permet à la fois de transmettre des savoirs techniques et de renforcer l'engagement des nouvelles générations dans la gestion durable de leurs territoires.

### **Partenariat avec la municipalité d'Alliance**

Le secrétaire municipal à l'Agriculture, André Espinosa, a pris la parole pour souligner la coopération entre la municipalité, la CPT et les mouvements sociaux.

La commune d'Alliance est l'une des plus vastes du Pernambouc et compte actuellement neuf assentamentos de réforme agraire, regroupant des familles ayant obtenu la terre après de longues années de lutte.

Le gouvernement municipal collabore avec les instances fédérales pour soutenir la production locale, améliorer les conditions de vie et renforcer les circuits courts.

Pendant les périodes de sécheresse, la mairie met à disposition des camions-citernes afin d'alimenter les citernes communautaires en eau.

Elle soutient également la mobilité des paysans lors d'échanges intercommunautaires ou de formations agroécologiques, en assurant le transport collectif, souvent coûteux pour les communautés rurales.

Cette collaboration illustre une approche territoriale intégrée, où les pouvoirs publics locaux reconnaissent la valeur des initiatives communautaires et s'appuient sur les mouvements sociaux pour mettre en œuvre des politiques rurales adaptées.

### **Rôle des femmes et activités économiques locales**

Une grande partie de la rencontre a été consacrée à la



présentation du travail des femmes rurales.

Dans la communauté, un groupe de femmes s'est organisé autour de la transformation alimentaire artisanale : fabrication de pains de potiron, de gâteaux de manioc, de gelées de piment et d'ananas, ou encore de sauces pimentées.

Ces produits sont réalisés dans les maisons familiales ou dans des ateliers communautaires et sont vendus lors d'événements locaux, sur les réseaux sociaux (Instagram, WhatsApp) ou via les associations rurales.

Grâce à cette activité, les familles ont constaté une augmentation moyenne de 40 % des revenus. Mais au-delà de l'aspect économique, les participantes ont insisté sur les changements sociaux et personnels : elles ont gagné en autonomie financière, en confiance en soi et en reconnaissance au sein de leurs foyers et de leurs communautés.

Ces espaces collectifs sont aussi des lieux de rencontre, d'apprentissage et de convivialité, où les femmes échangent leurs savoirs, discutent de leurs droits et partagent leurs expériences de production.

### **Intégration aux politiques publiques**

Le groupe de femmes participe activement au Programme national d'alimentation scolaire (PNAE), une politique publique brésilienne qui oblige les municipalités à acheter au moins 50 % des aliments destinés aux cantines scolaires auprès des agriculteurs familiaux.

Ce programme valorise particulièrement la production féminine et la jeunesse rurale : les projets proposés par des femmes ou des jeunes bénéficient d'un accès prioritaire aux marchés publics.

Dans la municipalité d'Alliance, 24 agricultrices sont actuellement inscrites dans le PNAE et livrent des produits frais et transformés aux écoles locales.

Les prix sont fixés à partir d'une moyenne nationale encadrée par le gouvernement, légèrement supérieure au prix du marché, afin d'assurer une rémunération juste pour les producteurs.

Cette politique renforce les liens entre les écoles et les producteurs locaux, tout en assurant une alimentation plus saine et de meilleure qualité pour les enfants. Elle constitue également un levier important de sécurité alimentaire et d'émancipation économique pour les femmes rurales.

### **Témoignages et perspectives**



Plusieurs témoignages personnels ont clôturé la rencontre. Des femmes ont raconté leur retour à la terre après des années de travail en ville, leur volonté de participer à la production familiale et leur fierté d'appartenir à une communauté solidaire.

L'une d'elles a expliqué que le fait de vivre près de sa mère et de pouvoir produire ses propres aliments lui avait redonné un sentiment d'utilité et de liberté.

Le groupe a également évoqué les difficultés persistantes : manque de ressources, accès limité à l'eau, lenteur administrative pour la régularisation des coopératives et

absence de moyens de transport.

Cependant, la solidarité entre les familles, l'appui de la CPT et le partenariat avec la municipalité créent une dynamique collective positive.

**L'association locale** joue un rôle central dans la diffusion de ces pratiques : elle accompagne des agriculteurs voisins qui souhaitent abandonner la monoculture de la canne à sucre au profit de cultures vivrières plus durables. La communauté devient ainsi un espace d'expérimentation et de formation reconnu.

**Un jardin médicinal** permet de soigner les maux courants et de vendre des excédents, renforçant l'indépendance économique locale.

**L'éducation** est également un pilier essentiel : Au cœur de la communauté fonctionne une école appelée EJA Rural, destinée aux adultes et aux jeunes qui n'ont pas eu la possibilité d'étudier plus tôt. L'école a permis à de nombreux habitants d'apprendre à lire, écrire et mener leurs démarches administratives, ouvrant l'accès à des projets et crédits agricoles. L'école a vu le jour grâce à la mobilisation de la communauté : face au manque de moyens, les habitants ont interpellé la municipalité, organisé les cours eux-mêmes et même préparé les repas pour les élèves.

Ce projet illustre la capacité d'organisation locale et l'importance accordée à l'éducation comme levier d'émancipation.



La préservation des **semences traditionnelles** est un autre axe fort : Isa, gardienne de semences, conserve et multiplie plus de trente variétés locales, garantissant la biodiversité et la résilience alimentaire. La polyculture, inspirée du fonctionnement de la forêt, est au cœur de leur manière de cultiver.

Cette expérience témoigne d'un modèle de développement rural participatif, fondé sur la coopération entre institutions, mouvements sociaux et communautés locales.

Elle montre que la réforme agraire ne se limite pas à l'accès à la terre : elle devient un projet de vie collectif, intégrant la justice sociale, l'égalité de genre, la durabilité environnementale et la souveraineté alimentaire.

**Le projet de biogaz** mis en place par Carminha constitue une alternative économique et écologique pour les familles rurales brésiliennes. Alors qu'une bouteille de gaz coûte environ 100 réais, son biodigesteur lui permet de produire gratuitement son propre gaz de cuisson et d'économiser plusieurs mois d'achats. Ce système, considéré comme une « technologie sociale de bas coût », fonctionne avec des matériaux simples et sans électricité.

Le biodigesteur transforme les excréments d'animaux et les restes de cuisine en méthane grâce à la fermentation naturelle. Le gaz, stocké dans un réservoir, est ensuite acheminé jusqu'à la cuisinière où il alimente un feu stable et propre. Les résidus issus de la fermentation servent de biofertilisant, créant un cycle complet sans déchets.



Ce dispositif renforce l'autonomie des familles : il réduit les dépenses, valorise les déchets et protège l'environnement. Sa simplicité permet une large diffusion, et plusieurs voisins souhaitent déjà l'adopter. L'expérience de Carminha montre aussi l'importance de l'entraide : malgré sa volonté initiale de tout faire seule, la collaboration avec les techniciens et la communauté a été essentielle.

En somme, ce projet de biogaz démontre comment des solutions locales, accessibles et durables peuvent améliorer la vie quotidienne tout en s'inscrivant dans une démarche agroécologique et solidaire.

Dans la communauté de Bello Horizonte, la déforestation n'est pas seulement la disparition des arbres : elle touche l'ensemble du tissu écologique et humain. Pendant des décennies, l'avancée de l'agrobusiness, l'expansion des pâturages et l'exploitation incontrôlée des ressources naturelles ont entraîné la destruction progressive de la forêt native. Cette perte a eu des conséquences directes sur la vie quotidienne : assèchement des sources, pollution des rivières, disparition de la biodiversité, fragilisation des sols et augmentation des conflits territoriaux.

Face à cette réalité, les agriculteurs de la région – souvent marginalisés et contraints de quitter leurs terres par la pression économique – ont trouvé dans la **reforestation** une manière de reprendre le contrôle sur leur environnement. Avec l'aide de l'université, ils reboisent aujourd'hui des parcelles mises à disposition par le gouvernement, recréant des zones de forêt capables de revitaliser les cycles hydriques, d'améliorer la fertilité du sol et de restaurer un équilibre écologique indispensable.



#### **2.4. Rencontre avec la municipalité de Mata Forte**

La délégation a rencontré le maire Aloysio Xavier, ancien coupeur de canne devenu responsable municipal. Sa politique locale illustre une volonté de réconciliation entre ville et campagne : soutien à l'agriculture familiale, achat de produits locaux pour les cantines scolaires, amélioration des routes rurales et programmes de bourses pour les jeunes du campo.

Malgré des ressources limitées, la municipalité a mis en place une cuisine communautaire produisant chaque jour près de 200 repas à partir d'ingrédients fournis par les agriculteurs familiaux. Cette coopération municipale constitue un exemple concret de politique publique de



proximité fondée sur la dignité et la solidarité.

### **3. Organisation communautaire et dispositifs d'accompagnement**

#### **3.1. Les mutirões**

Les *mutirões* (chantiers collectifs) sont au cœur de la vie communautaire. Planifiés chaque mois, ils rassemblent plusieurs familles autour d'activités concrètes : nettoyage des parcelles, construction de citernes, entretien des jardins ou préparation des semis. Ils consistent en des journées de travail communautaire où les familles se réunissent pour réaliser ensemble des activités agricoles ou techniques : nettoyage, plantation, construction ou entretien d'espaces communs.

Ces moments sont essentiels pour favoriser la solidarité, accélérer la mise en œuvre des projets et transmettre les savoirs de manière participative.

Chaque mois, une planification détaillée des activités est établie, permettant d'intégrer les mutirões dans la dynamique annuelle. Cette organisation facilite la documentation, point d'amélioration souligné par les responsables : certaines activités réalisées en dehors du cadre prévu n'étaient pas systématiquement enregistrées.

Ces moments favorisent la solidarité, la transmission des savoirs et la mise en œuvre rapide des projets. La CPT encourage désormais une meilleure documentation de ces actions (participants, résultats, photos) pour valoriser le travail collectif dans les rapports de suivi.

#### **3.2. Les échanges**

Les *intercambios* entre communautés permettent d'apprendre des expériences réussies : diversification, transformation, agroforesterie. Ces échanges renforcent la confiance, créent des liens entre territoires et inspirent de nouvelles initiatives. Ils jouent un rôle essentiel pour inciter les jeunes à rester sur la terre et à percevoir l'agriculture comme une activité d'avenir.

#### **3.3. L'accompagnement technique**

L'accompagnement repose sur trois piliers : formation, appui technique et suivi participatif.

- **École de la Terre** : cœur du dispositif pédagogique, elle fonctionne chaque mardi, à raison d'une séance hebdomadaire. L'approche est pratique, participative et ouverte à toutes les générations. En parallèle, les étudiants universitaires effectuent des stages de terrain dans les communautés, consolidant le lien entre savoir académique et savoir paysan.
- **Commercialisation** : les familles vendent leurs produits chaque samedi dans les marchés populaires, parfois aussi le dimanche ou lors d'événements régionaux. Les ventes se font également par réseaux sociaux (WhatsApp, Instagram).
- **Technologies appropriées et durabilité** : des efforts devront être faits pour introduire des systèmes d'irrigation adaptés, des solutions de stockage d'eau et des outils simples de micro-mécanisation. Ces innovations doivent alléger la charge de travail et encourager la jeunesse à s'impliquer dans l'agriculture.
- **Diagnostic et évaluation** : un processus d'évaluation participative est prévu les 18, 19 et 20 novembre 2025, afin de recueillir les perceptions des communautés sur les résultats obtenus, leurs besoins et leurs perspectives pour l'avenir.

- **Suivi administratif** : la CPT établit chaque mois une planification détaillée des activités et ajuste le calendrier si nécessaire.

L'ensemble de ces initiatives – mutirões, échanges, formations et suivi administratif – constitue un système cohérent d'apprentissage collectif, orienté vers une autonomie communautaire durable.

#### **4. La coopérative : un outil pour l'autonomie**

La mise en place de la coopérative intercommunautaire constitue un jalon central du projet. Conçue comme un instrument collectif de production et de commercialisation, elle doit permettre aux 200 familles impliquées de mutualiser leurs ressources, d'améliorer la gestion comptable et de gagner en autonomie économique.

Chaque communauté dispose déjà de sa propre association, habilitée à vendre ses produits localement, mais la coopérative vise à structurer l'ensemble du réseau à l'échelle régionale. Les démarches administratives avancent, bien que la procédure de reconnaissance légale (obtention du CNPJ) reste lente et complexe. Les statuts sont finalisés et les documents transmis aux autorités compétentes ; la validation définitive est prévue pour fin 2025.

Le plan de travail 2025 prévoit :

- La finalisation et l'approbation des statuts de la coopérative ;
- Des formations communautaires en gestion et comptabilité ;
- La désignation et la formation d'un comptable local ;
- La constitution légale du CNPJ et le lancement officiel des activités.

Au-delà de sa dimension économique, la coopérative symbolise une sortie durable du projet : elle sera la structure de référence pour la transformation, la vente et la représentation des producteurs auprès des institutions publiques. En s'appuyant sur un modèle participatif, elle garantit la continuité des actions après la fin du financement international.

Le contexte monétaire a néanmoins posé un défi : la dévaluation de l'euro (près de 25 % depuis le lancement du projet) a réduit la valeur réelle des fonds disponibles. Malgré cela, l'équipe de la CPT a réussi à réajuster les coûts grâce à des partenariats locaux : hébergements communautaires, mutualisation des transports, soutien logistique des mairies et universités. Ces efforts ont permis de maintenir l'intégralité des activités prévues sans compromettre leur qualité.

#### **5. Planification, défis et suivi des activités**

Chaque mois, les équipes de la CPT élaborent une planification détaillée avec les communautés: formations, mutirões, échanges, appui technique et accompagnement administratif. Ce calendrier, révisé régulièrement, permet d'adapter les activités aux réalités du terrain tout en maintenant la cohérence avec le cadre logique du projet.

Un point d'amélioration identifié concerne la documentation des activités. Certaines actions réalisées en dehors du plan initial – notamment des ateliers ou des initiatives communautaires spontanées – n'étaient pas systématiquement enregistrées. La CPT a depuis renforcé le suivi participatif et la tenue de registres locaux (listes de présence, photos).

Le respect des obligations fiscales constitue un autre défi. Dans les zones rurales, de nombreux prestataires (petits commerces, transporteurs, marchés, restaurants communautaires) n'ont pas la capacité d'émettre ces factures.

Cette contrainte oblige souvent les équipes à acheter plus cher en ville, réduisant les marges et limitant l'impact local. La CPT plaide pour une plus grande flexibilité administrative concernant les dépenses de faible montant, afin de pouvoir continuer à soutenir les économies rurales informelles sans exclure les acteurs locaux.

Malgré ces défis, la planification 2025/26 reste solide et réaliste :

- Consolidation juridique et institutionnelle de la coopérative ;
- Formations techniques et administratives dans les communautés ;
- Évaluation participative prévue du 18 au 20 novembre 2025 ;
- Préparation du rapport final

## **6. Indicateurs et bénéficiaires**

Le projet bénéficie directement à environ 200 familles rurales, réparties dans plusieurs communautés partenaires. Ce chiffre englobe les producteurs, les membres des associations locales et les participants réguliers aux mutirões, échanges et formations.

Les indicateurs de suivi sont alignés sur le cadre logique du projet, mais nécessitent un meilleur enregistrement documentaire. Les activités réalisées au-delà du plan initial doivent être systématiquement valorisées, notamment les mutirões spontanés, les ventes locales, ou encore les innovations techniques introduites dans les communautés (systèmes d'irrigation, biogaz, diversification).

Une liste participative des bénéficiaires est désormais mise à jour chaque trimestre. Elle recense non seulement les familles directement appuyées, mais aussi celles qui bénéficient indirectement des formations, des échanges ou des foires de commercialisation. Cette méthode participative permet d'inclure les dynamiques communautaires réelles et d'ajuster les indicateurs à la réalité du terrain.

Les responsables insistent sur l'importance de mieux documenter les résultats qualitatifs – émancipation des femmes, maintien des jeunes sur la terre, autonomisation technique – qui ne se traduisent pas toujours en chiffres, mais constituent des avancées essentielles pour la durabilité du projet.

## **7. Stratégie de sortie et durabilité**

La stratégie de sortie du projet repose sur une transition progressive vers l'autonomie des communautés.

La coopérative représente le pilier économique de cette stratégie : elle permettra de pérenniser la production, la transformation et la vente collective. Les mutirões et formations techniques assurent la diffusion des savoirs et la création de multiplicateurs locaux capables d'accompagner d'autres communautés.

La jeunesse rurale et les femmes sont considérées comme les principaux vecteurs de durabilité. Leur participation active garantit le renouvellement des forces vives et la transmission des pratiques agroécologiques. L'introduction de technologies simples renforce l'attractivité du travail agricole tout en réduisant la pénibilité.

Enfin, les partenariats institutionnels avec les universités, les municipalités et les mouvements sociaux constituent une base solide pour la continuité du projet. Ces alliances permettent un



accompagnement technique, scientifique et politique durable, au-delà du cadre du financement international.

Cette rencontre avec le partenaire et les communautés paysannes, consolide les liens déjà existants et en crée de nouveaux, en posant les bases d'un partenariat continu fondé sur la confiance, le respect et l'apprentissage mutuel. En repartant, nous emportons non seulement des connaissances précieuses, mais aussi la conviction que des actions locales, portées par des acteurs engagés, peuvent générer de véritables transformations. Le projet illustre que c'est ensemble, dans un esprit de solidarité, que nous pourrons construire un avenir plus juste et résilient.

Brigitte Steichen & Anne Weiler